

COMMUNIQUÉ

Non à la proposition du groupe socialiste du Sénat d'officialiser le 19 mars 1962 comme date de la fin de la guerre d'Algérie.

Le Sénat, sous la pression du groupe socialiste, a décidé d'inscrire, le 25 octobre prochain, à son ordre du jour, une proposition de loi officialisant le 19 mars 1962 comme date officielle de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie.

En décidant d'imposer une date rejetée par la grande majorité des associations d'anciens combattants et par l'ensemble de la communauté des Français d'Algérie, Pieds-Noirs et Harkis confondus, le groupe socialiste du Sénat a choisi délibérément de diviser la communauté nationale et d'aviver les blessures de milliers de familles de victimes assassinées par le FLN après le 19 mars 1962.

Comment accepter, en effet, que la Nation puisse commémorer chaque 19 mars dignement, le souvenir de tous les Français, civils et militaires, qui ont perdu leur vie pendant la guerre d'Algérie, quand on sait que 80 % des victimes civiles ont été assassinés après les Accords d'Évian ?

En affichant, ainsi, son mépris pour la douleur de milliers de familles de Harkis et de Pieds-Noirs le groupe sénatorial socialiste a fait le choix, plutôt que de la concertation, de la provocation à l'égard de toute une communauté pour laquelle, 50 ans après le drame de l'exode, les blessures restent intactes.

Le Cercle algérieniste demande au Président de la République, François Hollande, ainsi qu'au président du Sénat, Jean-Pierre Bel, de prendre toute la mesure du trouble et de la colère que cette proposition occasionne ainsi que des conséquences qui pourraient découler de l'adoption d'une date aussi inique pour la mémoire nationale, et l'unité de la Nation.

Il demande instamment au Président du Sénat, en guise d'apaisement, de faire retirer de l'ordre du jour cette proposition de loi, aussi inacceptable qu'insultante pour des centaines de milliers de nos compatriotes.

Thierry Rolando
Président national du Cercle algérieniste

